

TABLEAU I
L'IED dans l'économie mondiale² (milliards \$ É.-U. et pourcentage)

	1980	1990	2005	2006	Croissance en 2006	Croissance annuelle moyenne, 1990-2006	Ratio 2006/1980
Flux d'IED sortant							
Monde	54	230	837	1 216	45,2	11,0	22,6
Économies développées	51	218	707	1 023	44,7	10,2	20,2
Économies en développement	3	12	116	174	50,5	18,3	55,3
Stocks d'IED sortant							
Monde	599	1 815	6 209	12 474	17,9	12,8	20,8
Économies développées	527	1 669	5 329	10 710	17,1	12,3	20,3
Économies en développement	72	146	859	1 600	24,6	16,2	22,1
PIB mondial	11 797	22 884	44 881	48 436	7,9	4,8	4,1
Importations mondiales de marchandises	2 075	3 550	10 853	12 427	14,5	11,8	6,0

Source : CNUCED, *Rapport sur l'investissement dans le monde*, 2007; FMI, *Perspectives de l'économie mondiale*, et OMC, *Statistiques du commerce*.

Flux d'investissement sortant

En 2006, les sorties d'IED dans le monde ont été 22 fois plus élevées qu'en 1980. Depuis 1990, elles ont crû à un taux annuel moyen de 11,0 p. 100 (tableau 1). Les sorties d'IED ont progressé de façon remarquable dans la seconde moitié des années 90, touchant un sommet en 2000, pour ralentir durant les trois années suivantes, à la faveur du ralentissement généralisé de l'économie mondiale; puis, elles se sont accélérées à nouveau en 2004 (figure 1). Les taux de croissance ont été plus élevés dans les économies en développement que dans les économies développées. En conséquence, la part des pays en développement est passée de 5,9 p. 100 en 1980 à plus de 14 p. 100 en 2006.

Au niveau des pays, les États-Unis continuaient de dominer la liste des investisseurs étrangers en 2006 (tableau 2). Après un recul de 27,7 milliards de dollars É.-U. en sorties d'investissement en 2005, en raison des modifications apportées au code fiscal des entreprises, les États-Unis ont repris le premier rang des pays investisseurs en 2006, avec des sorties d'investissement direct de

216,6 milliards de dollars É.-U. – près du double du montant investi par le second pays en importance (la France). Les bénéfiques réinvestis ont constitué la principale composante de l'IED à l'origine de cette augmentation, ce qui contraste nettement avec la situation observée en 2005, année où il y a eu un retrait massif de fonds. En dépit de la poussée d'activité liée aux fusions et acquisitions dans le monde en 2006, les entreprises multinationales établies aux États-Unis n'ont pas été particulièrement actives en ce qui a trait à l'acquisition de nouveaux actifs de sociétés à l'étranger.

Le niveau élevé des investissements étrangers directs de la France en 2006, après des sorties encore plus élevées l'année précédente (121,0 milliards de dollars É.-U.), traduit la forte activité sur le marché des acquisitions étrangères. Sur un total estimatif de 115,0 milliards de dollars É.-U., environ le tiers des sorties d'investissement concernait cinq grandes F et A d'entreprises étrangères par des sociétés françaises, notamment l'acquisition par Alcatel de la société Lucent aux États-Unis et la prise de contrôle par le groupe AXA de l'assureur suisse Wintherthur.

2 La somme des économies développées et des économies en développement n'équivaut pas au total mondial. Une troisième catégorie, qui englobe certaines économies en transition, n'est pas décrite ici. Les nations omises sont l'Albanie, la Bosnie-Herzégovine, la Bulgarie, la Croatie, la Roumanie, la Serbie, le Monténégro, la Macédoine et les pays de la Communauté des États indépendants (CEI), soit l'Arménie, l'Azerbaïdjan, le Bélarus, la Géorgie, le Kazakhstan, le Kirghizistan, la Moldavie, la Fédération de Russie, le Tadjikistan, le Turkménistan, l'Ukraine et l'Ouzbékistan.